

# TABLE DES MATIÈRES

|                               |                           |
|-------------------------------|---------------------------|
| <b>INTRODUCTION</b> . . . . . | <b>PAGES,</b><br><b>I</b> |
|-------------------------------|---------------------------|

## PREMIÈRE PARTIE.

### LE GOUVERNEMENT DE MAXIMILIEN-EMMANUEL DE BAVIÈRE (1692-1709).

#### CHAPITRE PREMIER.

##### **La nomination de Maximilien-Emmanuel de Bavière au poste de gouverneur général des Pays-Bas espagnols.**

Importance de cette nomination au point de vue national. — Jeunesse de l'Électeur. Sa brillante situation politique. Ses campagnes contre les Turcs. — Projets de mariage de l'Électeur avec Marie-Antoinette, fille de Léopold I<sup>er</sup>. Obstacles à cette union. Contrat de mariage. L'Électeur renonce à la succession d'Espagne. En retour, l'Empereur lui promet la vice-royauté des Pays-Bas espagnols. L'Espagne y consent. La France s'y oppose. Ultimatum de Louis XIV. Guillaume III également opposé à la cession. L'Espagne cède à la pression française. — La politique d'attente austro-bavaroise à la cour de Charles II, de 1685 à 1688. — Guerre de la Ligue d'Augsbourg. Relations franco-bavaroises, de 1685 à 1688. Maximilien-Emmanuel renouvelle ses prétentions à la Belgique en 1689. Sa rupture avec la France. Son alliance avec l'Autriche. Mauvaise grâce de Léopold à soutenir efficacement les réclamations de l'Électeur. Impopularité croissante du projet de cession en Espagne. Les Pays-Bas en danger. Guillaume III intervient en faveur de l'Électeur. Maximilien-Emmanuel s'adresse directement à Charles II. Il est nommé gouverneur général des Pays-Bas. — Caractères et conséquences de cette nomination . . . . .

CHAPITRE II.

État des Pays-Bas à l'arrivée de Maximilien-Emmanuel.

PAGES.

Causes générales de la décadence des Pays-Bas au xvii<sup>e</sup> siècle : Paix de Munster. Guerres malheureuses avec la France. Coopération intéressée des Provinces-Unies à la défense de notre territoire. Égoïsme de l'Espagne. Sa mauvaise administration. Désorganisation de l'armée. État troublé de la Belgique depuis le début de la guerre de la Ligue d'Augsbourg. — Incapacité du marquis de Gastafaga. Charles II nomme Maximilien-Emmanuel gouverneur général. — Joie aux Pays-Bas. Lettres de la comtesse de Soissons. Interrègne gouvernemental. Attitude de Guillaume III vis-à-vis de l'Électeur après sa nomination. — Voyage de Maximilien-Emmanuel. Sa réception à Ruremonde. Son entrée à Bruxelles. Cérémonies diverses : Départ de Gastafaga. — Tâche assumée par l'Électeur en acceptant le gouvernement des Pays-Bas. Conditions favorables dans lesquelles il se trouve. Difficultés diverses qui l'attendent. Particularisme des Belges . . . . .

25

CHAPITRE III.

La guerre de la Ligue d'Augsbourg (1688-1697).

Invasion des Pays-Bas espagnols, en 1688. Campagne de 1689. — Campagne de 1690. Bataille de Fleurus. — 1691. Siège de Mons. Conflits entre Alliés. Succès français. Campagne d'observation. — Désir de Guillaume III d'avoir Maximilien-Emmanuel pour auxiliaire, tout en subordonnant strictement son autorité à la sienne. — 1692. Premier siège de Namur. Bataille de Steenkerque. Opérations en Flandre. Maximilien-Emmanuel sauve Charleroi. — 1693. Opérations en Flandre. Perte de Huy. Bataille de Neerwinden. Rôle glorieux du duc de Bavière. Perte de Charleroi. — 1694. Huy reconquise. — 1695. Activité de l'Électeur. Marche des Alliés en Flandre. Second siège de Namur. Efforts vains des Français pour sauver cette place. Bombardement de Bruxelles. — Campagnes de 1696 et 1697. Siège d'Ath. — Trêve. Paix de Rijswijk. Politique égoïste des Alliés vis-à-vis de l'Électeur. Considérations sur son rôle militaire aux Pays-Bas. . . . .

40

CHAPITRE IV.

L'administration politique de Maximilien-Emmanuel de Bavière (1692-1700).

Objet de ce chapitre. — Patentes et instructions de Maximilien-Emmanuel. Sommaire et caractéristique de ces instructions. — Pouvoirs théoriques du gouverneur général et restrictions qui y sont

apportées. Ses pouvoirs administratifs. Son autorité apparente. — Institutions centrales des Pays-Bas. Rapports de Maximilien-Emmanuel avec les trois Conseils collatéraux. Le secrétaire d'État et de guerre. — Rapports de l'Électeur avec les autorités provinciales. Respect traditionnel du gouvernement espagnol pour les institutions provinciales des Pays-Bas. Considérations sur la fidélité des Belges à l'Espagne. Opposition commune du gouvernement de Madrid et de nos provinces à tout effort d'administration personnelle et centralisatrice du duc de Bavière. Les gouverneurs de province. Conseils de justice. États provinciaux. États-Généraux. — Rôle limité de Maximilien-Emmanuel dans l'administration politique de nos provinces . . . . . 60.

### CHAPITRE V.

#### Les Communes sous Maximilien-Emmanuel.

Considérations générales sur l'esprit communal à la fin du xvii<sup>e</sup> siècle. — Troubles d'Anvers et de Louvain. — Origine des troubles de Bruxelles, de 1698 à 1700. Publication du *Loyster van Brabant*. Réclamations d'ordre politique et administratif des métiers bruxellois. — Leurs revendications économiques. Prévenances de Maximilien-Emmanuel à leur égard. Prétentions excessives des Nations. Conflit aigu. — Rôle des factions dans ces troubles. Action mystérieuse du parti conservateur espagnol. Intervention de l'ambassadeur Quiros dans la lutte entre l'Électeur et les métiers. — Mesures répressives de Maximilien-Emmanuel. Son attitude clémentine. Fin des troubles. — Examen du rôle tenu par l'Électeur vis-à-vis des communes belges et des effets désastreux qui en résultèrent pour sa politique générale . . . . . 74.

### CHAPITRE VI.

#### L'administration financière et les réformes économiques de Maximilien-Emmanuel de Bavière, de 1692 à 1700.

Considérations générales. Renseignements bibliographiques. — Situation financière des Pays-Bas à la fin du xvii<sup>e</sup> siècle : État d'épuisement des provinces belges, pendant la guerre de la Ligue d'Augsbourg. Rapport du comte de Bergeyck (1693). Enquête du conseiller Servati (1696 et 1697). Excès des Alliés dans le Limbourg et en Gueldre. Dettes de l'Espagne envers le Brandebourg et les Provinces-Unies. Gaspillages administratifs. Pénurie d'argent dans laquelle l'Espagne laisse les Pays-Bas et l'Électeur. Endettement de Maximilien-Emmanuel. — L'activité réformatrice du duc de Bavière aux Pays-Bas, de 1692 à 1700. Ses premiers travaux. — Le commerce pendant la guerre : la contrebande autorisée, puis défendue; le commerce des dentelles. — La Belgique après la guerre. Rétablis-

sement de l'ordre. Réforme de l'armée. Travaux publics. Rénovation de l'Académie militaire. — Causes générales de la décadence économique des Belges. Maximilien-Emmanuel entreprend, avec l'aide du comte de Bergeyck, de relever le commerce et l'industrie aux Pays-Bas. Biographie de Bergeyck. Son idéal économique. — La Compagnie d'Ostende : ses antécédents, sa création. Échec de cette entreprise. Rétablissement d'anciennes relations avec le Levant. Colonisation belge à Saint-Domingue. Amélioration des voies de communication intérieures. Projet d'unir la Meuse à Ostende, par un système de canaux. La Hollande fait immédiatement arrêter les travaux. — Questions industrielles. Les Nations bruxelloises réclament l'adoption d'un régime outrancier de protectionnisme. Le gouvernement cède en présence de leur attitude intransigeante. Réaction antiprotectionniste. Chute de Bergeyck. Abandon de la politique protectionniste. Dernières mesures de Maximilien-Emmanuel en faveur de l'industrie belge. — Appréciation d'ensemble sur la période réformatrice . . . . .

93

### CHAPITRE VII.

#### La cour de Maximilien-Emmanuel, de 1692 à 1700.

Caractère particulier du gouvernement de Maximilien-Emmanuel aux Pays-Bas. — Prompte adaptation de l'Électeur à son milieu. La cour des Pays-Bas sous Maximilien-Emmanuel. Sympathies des Belges pour le gouverneur général. Sa grande popularité. — Dissentiments entre Maximilien-Emmanuel et la noblesse. Les partis à la cour : 1<sup>o</sup> bavarois ; 2<sup>o</sup> national réformateur ; 3<sup>o</sup> conservateur espagnol. Violents conflits entre Maximilien-Emmanuel et l'ambassadeur Quiros. Maximilien-Emmanuel perd sa popularité. — Situation de l'Électeur à la mort de Charles II . . . . .

130

## DEUXIÈME PARTIE.

### LES PAYS-BAS PENDANT LA GUERRE DE LA SUCCESSION D'ESPAGNE.

#### CHAPITRE VIII.

##### L'alliance franco-bavaroise et ses effets aux Pays-Bas (1700-1702).

Mort de Charles II. Maximilien-Emmanuel reconnaît le duc d'Anjou pour roi d'Espagne. — Les origines du rapprochement franco-bavarois et ses vicissitudes depuis 1692. — Attitude réservée des Belges à l'avènement de Philippe V. Double courant d'opinion. — La politique de Louis XIV menace la paix européenne. Philippe V accorde à son aîné pleins pouvoirs aux Pays-Bas. Entrée des

armées françaises en Belgique. Les garnisons hollandaises évacuent le pays. Suspension des remboursements aux Provinces-Unies. Formation de la Grande Alliance. Traité d'alliance franco-bavarois du 9 mars 1701. Vues de Louis XIV sur la Belgique. L'Électeur retourne en Bavière. Le duc de Bourgogne nommé vicaire général des Pays-Bas. Résistances de Maximilien-Emmanuel à cette nomination. Traités d'alliance complémentaires du 17 juin et du 7 novembre 1702, entre la France et la Bavière. . . . . 147

CHAPITRE IX.

La domination hispano-française (1701-1706).

État troublé des Pays-Bas espagnols en 1701. Formation de deux partis : « Cuirassiers », « Carabiniers ». Bedmar et Bergeyck, auxiliaires principaux de la politique française. — Gouvernement de Philippe V ; Renovation de l'armée hispano-belge. Conflits entre officiers. Introduction du tirage au sort. Révision des privilèges des provinces. Inauguration de Philippe V. Modifications apportées aux formes du gouvernement des Pays-Bas : le Conseil du Roi. Toute-puissance de Bergeyck. Réformes fiscales. Épuisement du pays. — La situation commerciale sous le régime anjouin. Surhaussement des monnaies belges. — Suppression des confréries. Actes arbitraires du gouvernement hispano-français. Poursuites contre le comte de Clairmont. Persécution des jansénistes. — Guerre de la succession d'Espagne : campagnes de 1702 et de 1703. Conflit entre l'Empereur et les Provinces-Unies touchant l'administration du duché de Limbourg. Campagne de 1704. Retour de l'électeur de Bavière aux Pays-Bas. Campagnes de 1705 et de 1706. Bataille de Ramillies. Les Alliés conquièrent une grande partie des Pays-Bas. — Les partis à la fin du régime anjouin : progrès des « Cuirassiers ». Les « Carabiniers » réduits au silence. Les États de Brabant et de Flandre reconnaissent Charles III. . . . . 159

CHAPITRE X.

La domination anglo-batave (1706-1713).

Fin de la guerre de la succession d'Espagne. — Les Anglo-Hollandais s'emparent du gouvernement des Pays-Bas espagnols, après la bataille de Ramillies. L'Autriche offre vainement le gouvernement des provinces belges au duc de Marlborough. Création du Conseil d'État. La Conférence anglo-batave. Rétablissement dans leur ancien état des organismes politiques et administratifs supprimés sous le régime français. La Belgique divisée en trois sphères d'influence. — Politique d'attente observée par Charles III. Ses auxiliaires espagnols aux Pays-Bas. Bernard de Quiros. Fonctions délicates de ce diplomate. Intrigues dirigées contre lui. Sa mort pré-

maturée. Don Francisco Antonio Navarro. Don Diego Ortiz de la Carrera. Le marquis de Tarazona. Décadence du parti espagnol. Ses préventions à l'égard des Belges. Orientation nette de sa politique Sa disparition après le traité de la Barrière. — Division de l'aristocratie belge en partis, après la bataille de Ramillies : « Carabiniers » et partisans de l'Électeur ; coterie hollandaise et anglaise ; « Cuirassiers » nationaux et étrangers. Les partis au sein de la nation. Réaction antifrançaise en 1706. Progrès des « Cuirassiers ». Les « Indépendants » hollandophiles. — Administration politique des puissances maritimes. Conflits entre le Conseil d'État et la Conférence, de 1707 à 1713. — Désordre administratif. État précaire des finances du pays. Favoritisme et gaspillage. Politique économique de la Conférence : rétablissement du tarif de 1680. La Belgique à son point extrême de décadence matérielle. — Rôle des Provinces-Unies en matières religieuses. — Efforts des Belges, de 1709 à 1713, pour obtenir l'inauguration de Charles III et se soustraire à la domination anglo-hollandaise. Leur rôle dans les négociations précédant le traité d'Utrecht. Traités d'Utrecht, de Rastadt et de Bade. Négociations de la Barrière. Traité d'Anvers. Fin de la domination anglo-batave. — Appréciation du rôle des Hollandais aux Pays-Bas à la fin du régime espagnol. Le peuple belge sous leur domination. . . . 189

## CHAPITRE XI.

### La souveraineté de Maximilien-Emmanuel aux Pays-Bas (1711-1714).

Pénibles conséquences pour l'Électeur de l'alliance franco-bavaroise : désastres de Höchstädt et de Ramillies. Sa situation précaire au début de 1709. Conférences de La Hays. Négociations secrètes entre l'Électeur et les Alliés. Maximilien-Emmanuel se retire en France. Louis XIV l'autorise à conclure un traité séparé de neutralité avec les Alliés et appuie ses démarches, à Madrid, pour obtenir la cession souveraine des Pays-Bas. Refus de Philippe V. Négociations de Geertruidenberg. Inutiles démarches du duc de Bavière, auprès des Alliés, pour obtenir la neutralité. Modification des vues politiques de Louis XIV. Il offre à Maximilien-Emmanuel la cession souveraine des Pays-Bas au prix d'une nouvelle alliance franco-bavaroise. L'Électeur accepte et part pour la Belgique. — Sa réception à Namur et à Luxembourg. Son gouvernement sage. Luxe de sa cour. Sa popularité. Son inauguration solennelle. Retour de Maximilien-Emmanuel en France. Son rôle effacé durant les négociations d'Utrecht, de Rastadt et de Bade. L'Électeur cède les Pays-Bas aux Provinces-Unies pour les transmettre à la maison d'Autriche. Son retour définitif en Bavière. — Appréciation finale sur Maximilien-Emmanuel . . . . . 239

CHAPITRE XII.

La société belge à la fin du régime espagnol.

|  | PAGES. |
|--|--------|
| Objet de ce chapitre. — La classe rurale. Ses souffrances durant la guerre. Hiver rigoureux de 1709. Épidémie de 1714. Accroissement de la mendicité. Insécurité des routes. Brigandage. Niveau moral inférieur de la classe agricole. — Décadence des villes. Aspect d'une cité au début du XVIII <sup>e</sup> siècle. Crises traversées par les villes en 1709 et en 1715. État moral de la bourgeoisie, du clergé et de la noblesse. — Tristes effets de la toute-puissance cléricale sur le développement de la pensée. L'enseignement aux mains du clergé. Faible niveau intellectuel des couches supérieures de la société. Superstition. Créduité. — Les sciences, les arts et les lettres à la fin du régime espagnol. — Appréciation finale . . . . . | 255    |
| CONCLUSION . . . . .   | 275    |

FIN